

Moment choc au Congo/Brazza**Modeste Boukadia dénonce les élections tronquées par Sassou et envisage un gouvernement de transition.**

Les leaders politiques Brazzavillois commencent déjà à hausser le ton par rapport à la situation politique en République du Congo en général et face aux futures élections en particulier. Le Congo/Brazza vit un moment choc lorsque de nombreux observateurs constatent que le président Denis Sassou ne parle pas le même langage avec la plupart des politiciens congolais au regard de la conduite des affaires du pays.

C'est à ce sujet que le président du cercle des Démocrates et républicains du Congo/Brazzaville (CDRC), Modeste Boukadia parle déjà des élections tronquées et propose au président Sassou la constitution d'un gouvernement d'Union nationale afin d'éviter toute situation de chaos par laquelle se dirige le pays.

En effet, Modeste



Modeste boukadia, candidat à la présidence du Congo

la Cuvette et le Plateaux, Modeste Boukadia révèle la pauvreté qui frappe le peuple congolais. Avec plus ou moins 25 ans, le régime Sassou n'a rien apporté aux congolais. « Le manque d'eaux potables partout, absence des routes, carence des biens de première nécessité etc. font

partenaires historiques quels qu'ils soient un contrat de bon sens en trois volets : social, économique, politique », annonce-t-il dans son programme. Cependant, au-delà de son projet de gouvernement, Boukadia appelle le président Sassou à une table ronde pour un

et transparentes et aujourd'hui il s'engage à amener le peuple aux scrutins dans la précipitation. C'est dans ce cadre que Boukadia se voit barricader pour tenir sa conférence publique. « ... Une élection présidentielle en cours serait inconstitutionnelle. C'est ça le sujet que j'aborderais au grand public à propos du décret pris par le président de la république et qui organise les élections pour le 12 juillet prochain. C'est anti-constitutionnel, le fait de la vacance avérée intervenue depuis le mois de mars 2009. Et à partir de cette question des solutions devraient être dégagées pour une période transitoire avec un gouvernement de transition d'union nationale ou un gouvernement provisoire de la république », a-t-il déclaré à la presse.

élections présidentielles. La vision politique de Boukadia est très large et ne reste pas seulement congolaise (Brazzavilloise). Il pense également à redynamiser la politique et l'économie de l'Afrique en commençant par créer les Etats-unies d'Afrique centrale.

Boukadia et le Etats-unies d'Afrique Centrale

L'Afrique doit décoller mais il faudrait une piste bien confectionnée. Pour Boukadia, il est temps pour que les pays d'Afrique Centrale se constituent à un seul bloc pour une vision régionale d'ensemble et efficace.

Sur un plan géopolitique visant surtout le continent africain, la réunification des peuples issus des Songhoï, des Bantu et des Zulu, depuis les régions sub-sahariennes, jusqu'en Afrique du Sud, est la condition préalable pour

constitution d'un gouvernement d'Union nationale afin d'éviter toute situation de chaos par laquelle se dirige le pays.

En effet, Modeste Boukadia qui a été empêché plusieurs fois de s'adresser à la population de la république du Congo présente un tableau sombre de l'état général du pays pour lequel Denis Sassou en est le responsable principal. Des régions de Likouala et Sangha jusqu'à Kouilou et Niari en passant par

rien apporté aux congolais. « Le manque d'eaux potables partout, absence des routes, carence des biens de première nécessité etc. font partie des caractéristiques de la vie de notre peuple », a-t-il dit à nos confrères. Raison pour laquelle, Boukadia est d'avis que tant sur le plan politique qu'économique, il faudrait changer la manière de gérer les affaires. « Je propose à nos dix belles régions qui constituent notre pays et à nos

programme. Cependant, au-delà de son projet de gouvernement, Boukadia appelle le président Sassou à une table ronde pour un gouvernement d'Union nationale. Cela d'autant plus qu'il qualifie la continuité du pouvoir de Sassou d'anticonstitutionnel car son mandat a pris fin depuis le mois de mars dernier. Le gouvernement actuel n'a manifesté aucune volonté d'organiser les élections libres

gouvernement de transition d'union nationale ou un gouvernement provisoire de la république », a-t-il déclaré à la presse.

Pour preuve, boukadia démontre que Sassou n'a jamais organisé les opérations d'enrolement des électeurs et de recensement pour ces élections déjà entachées. Le fichier électoral pour lequel, on va organiser les élections est celui de 2007 et ne bénéficie d'aucun crédit pour les

peuples issus des Songhoï, des Bantu et des Zulu, depuis les régions sub-sahariennes, jusqu'en Afrique du Sud, est la condition nécessaire pour construire les Etats-Unis d'Afrique Centrale préfigurant la véritable union des peuples d'Afrique, au sens des Pères fondateurs de l'unité africaine qui voulaient tous que celle-là se réalise dans une indépendance souveraine et surtout responsable.

Grand Débat

La démission du gouvernement reportée après l'inhumation d'Omar Bongo

Le Premier ministre gabonais Jean Eyeghé Ndong ne devrait finalement démissionner qu'après l'inhumation du président Omar Bongo Ondimba, prévue jeudi, a appris dimanche l'AFP de sources concordantes.

La démission du Premier ministre avait dans un premier temps été annoncée comme imminente samedi. «Le Premier ministre s'est entretenu deux fois aujourd'hui (dimanche) avec la présidente» intérimaire Rose Francine Rogombé, a affirmé une source proche des services du chef du gouvernement. «Ils sont tombés d'accord sur une démission qui interviendrait à la



Le Premier ministre gabonais Jean Eyeghé Ndong

fin des obsèques», soit après l'inhumation d'Omar Bongo jeudi, a-t-elle ajouté.

Grilles de lecture

Cette source a rappelé que le Premier ministre avait

effectivement rédigé une lettre de démission à la suite d'une décision de la Cour constitutionnelle.

Saisie par Mme Rogombé, la Cour Constitutionnelle a décidé

vendredi que «les fonctions du gouvernement (cessaient) automatiquement à l'issue de la prestation de serment du président de la République, élu ou désigné».

«On peut comprendre le 'automatiquement' de différentes manières. La démission du gouvernement est acquise mais on peut juger qu'il faut attendre pour ne pas perturber les obsèques» du chef de l'Etat, a par ailleurs expliqué une source proche de la présidence.

Nombreuses «tractations» en coulisses

Une source gouvernementale a confirmé qu'il y avait eu de nombreuses «tractations» en coulisses.

«Si en surface, tout est lisse, il y a des dissensions en interne. Tout le monde n'est pas d'accord», a commenté une autre source gouvernementale.

Rose Francine Rogombé a prêté serment mercredi après le décès du président Bongo annoncé lundi par les autorités.

Vendredi lors du conseil des ministres, avant la décision de la Cour constitutionnelle, le président intérimaire avait chargé le gouvernement de lui présenter un calendrier pour l'organisation de l'élection présidentielle après l'inhumation.